



Société

» Bouches-du-Rhône

Victoire des Fralib



Après trois ans et demi d'occupation des locaux de Gémenos (depuis septembre 2010), le 25 mai 2014, les anciens salariés de Fralib ont

accepté à l'unanimité un accord avec la multinationale Unilever qui devrait mettre fin au conflit et permettre la reprise de l'usine sous forme d'une coopérative avec maintien des emplois. Bénéficiant d'une solidarité importante, les 182 salariés ont obtenu un soutien financier au démarrage de leur plan alternatif qui mise sur la mise en place d'une filière de thés et tisanes bio et locales. S'il n'a pas été possible de conserver la marque Eléphant, le financement obtenu doit leur permettre une recherche de débouchés, de production et de construction d'une nouvelle marque. Unilever devra en outre participer à la remise en état des locaux et à l'aide à l'investissement. Au total, Unilever va devoir verser 19,18 millions d'euros. Le nouveau projet devrait permettre le maintien d'une soixantaine d'emplois, les autres bénéficiant de départs à la retraite ou de reclassement.

» Handicap

La montagne en Joëlette, un rêve d'évasion et de partage

À mi-chemin entre fauteuil roulant et chaise à porteurs, la Joëlette offre, depuis 1988, aux personnes handicapées ou à mobilité réduite la possibilité de partir randonner sur les chemins de terre ou les sentiers de montagne, accompagnées par des personnes valides.

Aujourd'hui, de nombreuses associations sportives l'intègrent à leurs activités.

Une randonnée commence par le montage des Joëlettes. Chaque équipe est constituée de quatre personnes valides pour une personne handicapée. La personne devant, reliée à la Joëlette par un harnais, assure la traction. Elle donne l'impulsion. La personne



derrière maîtrise la stabilité de l'appareil et son inclinaison par rapport à la pente. C'est sur ses épaules que repose l'équilibre de la Joëlette... et de la personne portée ! Un rôle assez consistant qui demande de la concentration. De chaque côté, une personne vient en renfort de l'équipe, attentive à prêter main forte à tout instant : porter, guider, faire passer... Tout au long de la journée, les postes s'échangent.

La joëlette facilite la rencontre à l'autre, c'est un vecteur de plaisirs et de gestes quotidiens partagés. On y retrouve l'émerveillement et le dépassement de soi qu'offre la montagne. Elle ajoute une dimension inédite, celle de l' "être ensemble", pour des moments inoubliables ! **Marie Hentz**

De nombreuses associations proposent des sorties, partout en France, et cherchent des accompagnateurs. Par exemple

- Handi BO, Parc des Sports d'Aguiléra, 64200 Biarritz, tél. : 05 59 93 26 57 (Pascal) ou 06 48 19 14 13 (Didier), www.handi-bo.org
- UMEN, Univers Montagne Esprit Nature, Maison des Sports, 190, rue Isatis, 31670 Labège, tél. : 05 62 24 18 18, www.umen.fr
- Handi Cap Évasion, 32, Chemin de la Cruzette, 69270 Fontaines-sur-Saône, www.hce.asso.fr
- Addees Arrée-randos, www.arree-randos.com, etc.

L'immigration pour sortir de la crise ?

Il y a en France actuellement 5,4 millions d'immigrés (soit 8 % de la population) dont 38 % viennent de l'Union européenne. Une équipe de recherche de l'Université de Lille travaillant sur l'économie politique des migrations a réalisé une étude sur ce que coûte et rapporte l'immigration chaque année. En voici les résultats (en milliards d'euros) :

Coûts	
• Education	4,2
• Santé	11,5
• Allocations familiales	6,7
• Allocations chômage	5,0
• RSA	1,7
• Aides au logement	2,5
• Retraite	16,3
Total :	47,9

Recettes	
• Impôts sur le revenu	3,4
• Impôt sur le patrimoine	3,3
• Impôts sur la consommation	18,4
• Impôts locaux et autres	2,6
• CSG et CRDS	6,2
• Cotisations sociales	26,4
Total :	60,3

Conclusion : accueillir des immigrés rapporte des sous à la collectivité. Ouvrir les frontières dynamiserait notre économie et permettrait de résoudre en partie la crise financière actuelle.

Comment les "déficits" justifient la casse sociale

Lorsque les cheminots se mettent en grève contre la restructuration de la SNCF en quatre entités, les médias nous répètent que c'est nécessaire car depuis 1997, l'entreprise de chemin de fer a accumulé une dette de 44 milliards d'euros.

Lorsque les intermittents du spectacle font grève contre la énième réforme de leur statut, on leur répond que leur caisse de chômage est déficitaire de 1 milliard par an.

Et comme il faut bien faire des économies, le gouvernement "socialiste" ne bouge pas d'un pouce et soutient les demandes du patronat. Rappelons que le budget déficit de l'armée est de 42 milliards d'euros par an pour une production économique absolument nulle et que si l'on veut

se mettre dans la même logique, il faut donc supprimer l'armée.

Rappelons que les hôpitaux, les écoles, la justice, la police, les maisons de retraite, les centres sociaux... ne rapportent rien non plus sur le plan économique, coûtent cher, et que, dans la logique patronale, on pourrait aussi les supprimer.

Et cerise sur le gâteau, on pourrait aussi supprimer le chômage qui lui ne rapporte vraiment rien !

En fait, tout ceci vise à bloquer notre système de redistribution des richesses qui, dans une France de plus en plus riche, voit les plus riches en vouloir toujours plus.

» Argentine

Reprise en main des usines autogérées

Entre 1998 et 2002, une crise financière secoue l'Argentine. De nombreux investisseurs fuient le pays et des ouvriers, des employés reprennent en autogestion leurs entreprises. C'est notamment le cas de l'Hôtel de luxe Bauen, en plein centre de Buenos-Aires, occupé puis relancé en autogestion à partir de 2003.

Mais une fois la crise passée, les financiers sont vite revenus pour réclamer leurs biens et des procédures d'expulsion ont été lancées devant les tribunaux. Le 21 mars 2014, le collectif qui gère l'hôtel Bauen, après avoir épuisé tous les recours juridiques, a reçu un avis d'expulsion. Les salariés font remarquer que la firme qui a construit cet hôtel à la fin des années 1990 a bénéficié d'un prêt de l'Etat couvrant l'ensemble des travaux, qu'ayant fui ensuite, ils n'ont pratiquement rien remboursé et que le plus simple serait la confiscation par l'Etat de l'Hôtel pour ensuite leur en confier la gestion. Des pétitions en ce sens ont été lancées ainsi qu'un appel à un soutien international.

(contact : prensabauen@gmail.com)